ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 21 MARS 93
2ème circonscription de l'Oise

Le progrès économique et social notre ambition



André Sainjon

Député Européen, *candidat*



suppléant

Daniel Mortelecq
Maire adjoint
de Beauvais

ALLIANCE DES FRANÇAIS POUR LE PROGRÈS

André Sainjon et Daniel Mortelecq sont investis par le Parti Socialiste

Emploi : à vos côtés

Je me présente à vos suffrages avec le soutien du Parti Socialiste.

Je le fais sans hésitation. Et la raison en est simple : avec Daniel Mortelecq mon suppléant, adjoint au maire de Beauvais, nous sommes en effet convaincus que l'avenir peut et doit appartenir aux femmes et aux hommes de progrès. A tous ces humanistes, épris de liberté et de justice sociale, qui sont aussi partisans d'une Europe démocratique, sociale et solidaire des autres peuples.

Certes, la tâche est rude aujourd'hui ! Comme vous aussi, je suis quelque peu déçu et inquiet. Pour autant, je crois possible de reprendre espoir et, cet espoir, je souhaiterais pour ma part vous le communiquer.

L'arbre ne doit pas cacher la forêt. A bien y regarder, ces dix dernières années ont tout de même connu de belles avancées à mettre au crédit de la gauche. Simplement, et malgré tout, je dirai que cette gauche doit mieux faire.

Là sont donc et mon rôle et mon ambition. En particulier, dans le domaine économique et social. Les priorités de mon action iront en premier lieu vers le droit au travail, la protection sociale et l'environnement.

Vous le savez : les centres de décisions de notre circonscription sont accaparés par une droite qui règne sans partage. Cette même droite envisage d'aller plus loin encore, en appliquant une dangereuse politique de revanche sociale au niveau national. Les propositions de son programme sont sans ambiguïté. De plus, ses "recettes" et ses promesses prennent appui sur des conceptions ultra-libérales qui sont autant de portes ouvertes aux reculs sociaux, à l'aggravation du chômage et à des sacrifices accrus pour les défavorisés. On le voit, dans ces temps si durs aux plus modestes, aux chômeurs comme à tous les travailleurs et à leurs familles en général, l'enjeu du vote du 21 mars 1993 est clair et capital.

La gauche doit relever le défi ! Elle bénéficie pour celà d'un bilan qui est un point d'appui déjà appréciable, quoiqu'on en dise : droit à la retraite à 60 ans, RMI, réduction du travail hebdomadaire à 39 h, maintien de la protection sociale, extension des libertés publiques et individuelles, décentralisation, défense de l'environnement, etc.

pour relever le défi.

Une nouvelle étape doit maintenant être résolument franchie. Ses priorités : résorber le chômage et développer l'emploi.

Pour y contribuer, 4 conditions sont essentielles à mes yeux :

1 / Toute démarche de progrès doit impliquer que le développement économique se fasse au service des hommes. Car s'il est vrai que les richesses d'une nation sont d'abord celles de ses ressources humaines, aucune de ces dernières ne doit être écartée.

2 / Il y a nécessité impérieuse à poser d'une manière plus fondamentale la question de la démocratie participative et de la "co-responsabilité" au niveau de l'entreprise comme à celui de l'ensemble des leviers économiques. Il s'agit d'un choix politique très clair dans lequel les syndicats doivent prendre toute leur place et jouer à plein leur rôle.

3 / Assurer un niveau correct de productivité et de rentabilité des entreprises implique, dans le même temps, que chaque salarié puisse **disposer du temps nécessaire à sa formation et à un "vivre mieux et autrement".** Dans ce cadre, et n'en déplaise à ses détracteurs, **la réduction du temps de travail** est un moyen supplémentaire d'efficacité économique comme d'émancipation sociale.

4 / En aucun cas, cette approche, basée sur une nouvelle répartition et organisation du travail et du temps de vivre, ne devrait se traduire par la remise en cause des acquis sociaux ou du montant des petits et moyens salaires. Dans le cas contraire, elle ne pourrait qu'entraîner son rejet légitime par les salariés. Ce rejet serait d'ailleurs renforcé par le sentiment d'une atteinte à leur savoir-faire professionnel.

Chacun en est conscient, ces mesures ne pourront s'appliquer du jour au lendemain. La réduction du temps de travail, par exemple, devra tenir compte des contextes tant européen que mondial. Et pourtant, je suis convaincu qu'il nous faudra avancer avec beaucoup d'audace dans cette voie, partout où cela sera possible, chez nous, en France. Il faut, avec détermination, s'attacher à mettre un terme à l'injustice et à la gravité du chômage.
Que tous ces gens, jeunes ou moins jeunes, femmes ou hommes en âge de travailler soient privés du droit à l'emploi, et donc à vivre dignement, est insupportable et inacceptable dans notre société. Je maintiens que les acquis de la gauche, en particulier dans le domaine de la formation et de l'éducation, seront des atouts essentiels pour nous engager dans cette nouvelle étape économique et sociale historique.

Electrices, électeurs de la 2ème circonscription, je m'y engage devant vous : le droit au travail sera bien au centre de mon action à venir si vous m'accordez vos suffrages.

D'autres dossiers, tous aussi importants, et étroitement liés, seront au cœur de mes préoccupations :

* **la protection sociale et la sauvegarde de notre système de retraite.**
* **les problèmes d'enseignement et de formation.**
* **les inégalités sociales.**
* **les salaires et pensions.**

Par ailleurs, j'entends me consacrer avec autant de force et de passion aux problèmes du monde rural.

Les atouts de notre agriculture locale sont de poids. Deux de ses revendications majeures sont à prendre en compte de manière urgente. L'une concerne l'amélioration nécessaire de la réforme de la Politique Agricole Commune (PAC) ; l'autre repose sur l'obligation d'une résistance sans faille à opposer aux inacceptables pressions américaines issues des négociations du GATT.

Quant à l'environnement, c'est bien une politique renforcée et de nouveaux moyens qu'il faudra s'attacher à mettre en œuvre.

L'amélioration de la qualité de la vie sur les lieux de travail, au niveau de l'habitat et des quartiers sont encore des points clés inscrits au calendrier de mon programme de travail.

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

J'ai profondément l'espoir qu'ensemble nous pourrons faire face aux difficultés d'aujourd'hui. Ensemble, nous pourrons construire un avenir meilleur. Si vous me faites l'honneur de m'accorder vos suffrages, et donc votre confiance, je prends ici l'engagement solennel de défendre vos intérêts qui sont aussi ceux de la France. Soyez assurés que je vous en rendrai compte à chaque instant de mon mandat.

Je vous remercie pour votre attention et pour le bon choix que vous voudrez faire.

André Sainjon
Député Européen,
Candidat aux élections législatives
de la 2ème circonscription de l'Oise



vu, le candidat

IMPRIMERIE HOUDEVILLE - BEAUVAIS